

ALAIN

MESSAGE
AU PEUPLE

15 JUIN 1934

DOCUMENTS DES LIBRES PROPOS

Librairie Picart : 59, Boulevard Saint-Michel - Paris (5^e)

PRIX : 1 Franc

Imprimerie : LA PRODUCTRICE - 51, RUE SAINT SAUVEUR

A LA JEUNESSE

En qualité de citoyen et d'homme de troupe, je me permets de vous rappeler la situation telle qu'elle est. Vous connaissez, d'après tant d'écrits, le grand Esclavage. Toutefois vous n'en avez pas fait l'expérience, et je dois avouer qu'à partir d'août 14, les choses ont marché plus vite et plus aisément que je n'aurais cru. En quelques mois, je dirais même en quelques jours, s'est établi sur le citoyen le despotisme le plus absolu, avec droit d'injure, et droit de punir de mort un simple rire, - sans compter que ceux qui étaient sans reproche risquaient leur vie tout de même. Soudainement la masse s'est trouvée partagée en deux classes : d'un côté les maîtres qui s'admiraient imperturbablement, de l'autre les esclaves, dont l'opinion n'intéressait personne, et qui comptaient moins que les chevaux et les mules.

Il se peut que la guerre exige cette grande simplification ; et il y a sans doute des cas où, pour la défense de ce que l'on croit juste, on acceptera de servir. Ce qui m'a donné à réfléchir, c'est cette prise de pouvoir, sans scrupule, sans respect aucun de l'homme, et par des hommes qui se croyaient certainement destinés à régler, sans aucune crainte de se tromper, les pensées et les actions de la plèbe.

Or, maintenant que nous sommes revenus aux méthodes de la Paix, je remarque qu'il y a un certain nombre d'hommes qui sont inconsolables de n'avoir plus ce pouvoir quasi-sacerdotal, qui s'étendait jusqu'aux pensées. Il y a des hommes qui tout franchement se disent éclairés sur la justice, sur la sûreté, sur les devoirs, sur l'honneur, et qui demandent simplement pour eux-mêmes le pouvoir absolu. Cela ferait rire, si l'on n'avait vu, pendant la grande guerre, avec quelle facilité le peuple des combattants avait été réduit au zéro d'importance. On se dit alors que l'art militaire est bien ancien et bien habile ; que l'opinion capitule bien vite devant le geste hardi du tyran. On ne se demande même plus qui veut le pouvoir et pourquoi ; car ce genre d'homme ne dissimule nullement ses intentions ; on cherche seulement d'où va venir l'offensive, et par où cet inflexible pouvoir, qui ne renonce jamais, va s'introduire chez nous avec ses défilés, ses fêtes et ses brutales punitions. L'exemple de l'étranger, principalement en Italie et en Allemagne, et même en Russie, leur montre qu'un petit nombre d'audacieux peuvent toujours nous ramener au temps d'Alexandre ou de César, où toute liberté est foulée avec indifférence, comme on foule la paille. Et la question est alors celle-ci : comment se garder, comment se sauver, comment

conserver cette précieuse égalité des personnes, qui est notre religion à tous ?

Il est clair qu'il faut éveiller l'opinion, et lui faire voir ce qui arrive ; je crois même, pour ma part, que l'opinion peut tout ici, en bien comme en mal, et que la catastrophe ne tarderait pas si chacun se disait à soi-même : « Ils l'attendent tous, le maître, et presque tous l'acclament déjà. Que puis-je? » - C'est ainsi que, même parmi nos amis, il n'en manque pas qui disent « Liberté, égalité, vieilles idoles, et usées. La jeunesse unanimement veut autre chose, qui soit fort, qui soit prompt, qui se fasse obéir. »¹

Or je vous annonce que si vous voulez cela, vous l'aurez. Et peu m'importe qui ce sera, parce que le despotisme n'a qu'une politique. À vous donc d'examiner. Si c'est la formation militaire (Une ! Deux !) que vous voulez, vous l'aurez ; et vous serez bien surpris de voir que la fin première d'un pouvoir fort, c'est de se conserver lui-même. Donc, à coup sûr : Pouvoir industriel, ou des compétences (choisies par elles-mêmes), et - pour assurer le pouvoir industriel, - Pouvoir Militaire (recruté par lui-même), tel qu'il fut toujours ; et, pour loi suprême, le salut de la Nation. Cela est vieux comme le monde. Et voyez comme le tyran Chattemitte essaie de faire remuer un peu le spectre de la guerre, pourtant bien fatigué.

Je pense qu'une vue claire de ce moment assez critique importe par-dessus tout, si l'on veut réaliser n'importe quel degré de justice ; c'est pourquoi je vous dis ces choses comme je les pense, et je les fais connaître en même temps à l'éternel officier, qui croit que seules ses pensées sont des pensées, qui croit que les devoirs envers lui sont les premiers devoirs, qui croit que sa justice à lui est la justice. Moi, au contraire, et de quelque façon qu'on rêve d'organiser le peuple, je veux toujours prendre pour arbitre le premier venu, et rabattre l'infatuation, qui jamais ne désarmera. Là-dessus, commençons par penser franchement, au dedans et au dehors, et nous n'aurons même pas besoin de pousser. Salut et Fraternité (¹).

ALAIN.

¹ Ce message a été lu le 30 mai 1934 à l'Assemblée de jeunesse, réunie par le *Comité d'action antifasciste et de vigilance* (Rivet, Langevin, Alain), salle de la Mutualité.

II

AUX IMPATIENTS DE LOIS NOUVELLES

Cette bouillante énergie qui se propose à nous, où tend-elle ? A changer la Constitution, à faire de meilleures lois, à donner aux gouvernants de plus puissantes armes ? C'est vouloir agir par l'intelligence. Or, par la complication des choses politiques, je doute qu'on puisse inventer une bonne loi. Au vrai, les lois qui existent sont suffisantes ; nous sommes encore immensément loin d'un état des choses où les lois seraient appliquées.

Voici qu'un petit attaché de cabinet s'accroche à un ministre et finit par le compromettre. Allez-vous faire une loi concernant les attachés ? Pourquoi ? Un ministre a tout pouvoir sur le personnel de son cabinet. En use-t-il ? Voilà la question. Qui ose gouverner, je ne dis pas au delà des lois, mais seulement selon les lois ? Est-ce que Coty a payé ses impôts ? Allez-vous changer la loi, quand la loi existante n'est pas appliquée ? La loi règle les impôts d'après les revenus. Vous rêvez d'une loi plus juste. Mais à quoi bon, si la loi actuelle est ouvertement, impudemment, impunément violée ? Ou bien, pour prendre un autre exemple, d'où vient qu'un escroc connu, et qui est pris à tricher au jeu, fasse encore figure d'honnête homme, sinon de ce que la police, jouant son éternel jeu, se plaît à réserver ses secrets et à compromettre les gens au pouvoir ? Or, selon la loi, le ministre de l'Intérieur a assez de pouvoir sur la police ; seulement il ne l'exerce pas. Ce n'est pas qu'il n'ose pas, mais c'est plutôt qu'il se fie aux lois et aux règlements, comme si les lois et règlements portaient en eux une vertu agissante, à la manière des remèdes. Une loi serait un purgatif. Mais il n'en est pas ainsi. Une loi ne fait rien. Pendant un assez long temps, ce qui est au-dessous de la Loire a refusé le timbre-quittance. Les ouvriers ont ouvertement déchiré le billet du percepteur. Les paysans n'ont pas déclaré grand'chose. Les médecins et avocats disent bien haut qu'ils garderont le secret sur leurs affaires et sur leurs gains. Combien d'autres, et parmi les plus riches, ont leur Banque de Bâle ? Cette maladie se gagne. Si le voisin triche, pourquoi irais-je payer ? Ainsi tout le monde triche. Il ne s'agit donc pas de changer la loi. Il faudrait l'appliquer.

Vous voulez de l'énergie ? Très bien. Mais je vois ici de l'ambiguïté. De l'énergie dans les lois ? Cela n'a pas de sens. Construisez une dictature par le moyen de lois nouvelles, et nommez dictateur un de nos hommes en coton hydrophile. Les terribles lois seront sans effet. Au lieu que, les lois étant ce qu'elles sont, un homme énergique ferait tout ce que le citoyen

moyen peut désirer. Oui, la police serait mise au pas ; on ne lui demanderait pas si ses sentiments sont choqués ou non. On n'admettrait pas une minute un préfet de police qui déclare livrer Paris aux anciens combattants. S'il prend ce parti, c'est donc qu'il est roi ? La loi ne le fait pas roi. Il ne s'agit donc pas de changer la loi. Ainsi pour tout. Il n'y a rien de plus simple que d'étaler au jour tous ces Conseils d'administration où l'on trouve d'anciens fonctionnaires, des décorés, même des fonctionnaires en exercice, tous défendus par quelque député-avocat. Alors toute la friponnerie serait publiée ; il n'y aurait plus que les repris de justice pour jouer ce jeu. Seulement il faudrait de l'énergie ; il faudrait annuler par d'énergiques refus toutes ces démarches en vue de couvrir ceci ou cela. C'est ce que la loi permet très bien. Et ajoutons que c'est ce que la masse des électeurs permet très bien. Donc il ne faut qu'oser.

Pleins pouvoirs et le reste ? Cela n'a point de sens. Les pouvoirs sont suffisants, mais c'est la volonté qui n'est pas suffisante. Et, en ceux qui réclament de nouveaux pouvoirs, je distingue assez bien deux choses. Une ambition de faire du neuf et de reconstruire l'État, ce qui ne donnera pas seulement une once d'énergie. Et si vos terribles lois sont appliquées comme le sont nos lois ? Écrivez le droit de dissolution plus explicitement dans les lois constitutionnelles ; est-ce que cela fera que Coty paie ses impôts ? Voilà la question. Est-ce que cela empêchera les fripons d'environner les ministres ? Voilà la question. Mais assez de misanthropie. La seconde chose que je vois dans tel de nos réformateurs, c'est pauvreté, probité, indomptable énergie. Eh bien, je leur dis ceci : Ne changez rien, mais prenez le commandement ; réglez selon les lois présentes. Vous verrez les fripons s'enfuir de tous les côtés. Pour tout dire, nous n'avons pas besoin d'idées, mais seulement de volontés.

III

AUX AGITÉS

Si vous voulez faire de la politique amusante, il faut jeter les vieux meubles par les fenêtres. Pour mon compte, je n'ai jamais pris la politique comme un jeu qui m'aurait préservé de l'ennui, et dans lequel j'aurais pu gagner quelque chose. Au contraire, j'ai pris sur un temps toujours trop court à mon gré, et toujours rempli à déborder, quelques heures pour la défense du citoyen, quelques heures pour remettre en forme des idées qui ont traîné partout, quelques heures pour obtenir que le citoyen, lui aussi fort occupé, veuille bien donner audience à quelques principes tirés du bon sens, ce qui doit suffire contre les tyrans toujours armés et toujours prêts. Je n'écris pas pour ceux qui cherchent le pouvoir ; ceux-là me sont dès maintenant suspects et me seront quelque jour ennemis. J'écris pour ceux qui ne font point métier de politique, et qui voudraient bien qu'on ne se moque pas d'eux.

La République que nous avons ne ressemble en rien aux régimes mussolinien ou hitlérien. La Raison d'État n'y est pas toute la raison. Les accusés ont des garanties. Il est bien facile de se moquer en gros. Mais lisez les procès-verbaux des Commissions d'Enquête : il est très clair que les commissaires, de quelque parti qu'ils soient, ont un grand souci de ne pas se tromper, de ne pas abuser de leur pouvoir, et enfin de laisser toute place libre à la défense. Ce spectacle est par lui-même sain. Les partis y fatiguent promptement leur venin, et bientôt l'épuisent. Tout revient au calme, et ce qui était grand crime dans la rumeur devient souvent peccadille sous la lumière froide de l'examen. Obtenir cela d'animaux aussi prompts, aussi passionnés, aussi intelligents pour nuire, que sont les hommes, c'est une sorte de miracle ; et je vous annonce que vous ne verrez jamais mieux. Les possibles, si raisonnables, se trouvent très bornés par nos fureurs, par nos vengeances, par les trompeuses évidences, par les vices, par les vertus. Que de précautions pour que le remède à l'injustice ne soit pas une autre injustice !

'l'out considéré, la Révolution est faite chez nous. Toute l'injustice se meut dans l'ombre ; elle n'ose pas en sortir. Qu'on découvre qu'un puissant banquier a obtenu, par services d'argent, un petit retard de la justice, et vous entendrez de beaux cris, des cris unanimes. Le juge intègre n'a absolument rien à redouter de l'opinion. Et je dis même que sous ce rapport, l'opinion publique est toute républicaine. Quoi ? Lebrun est président Painlevé le fut presque. Ce sont des boursiers ; ce sont des premiers de la grande classe ;

nul ne dit et même nul ne pense qu'ils se soient élevés en protégeant quelque grand filou. Eh bien, quoi de mieux ? Parmi les plus instruits, nous choisissons encore les plus honnêtes. Le résultat, dites-vous, n'est pas brillant. Peut-il être brillant, quand la bonne volonté attaque, en fausse position toujours, une masse pesante d'intérêts et de passions, sans compter encore la frivolité heureusement naturelle à un peuple gai ?

Les choses sont ainsi. Je vous en supplie, Messieurs de la politique, ne nous barbouillez pas de teinture italienne ni de teinture allemande. Nous nous tenons crochés très solidement à quelques lieux communs qui sont la chanson de tous. Notre constitution, nos usages, nos hommes, ne refusent absolument rien de cette probité, de cet esprit d'ordre, de cette fermeté que vous réclamez sur tous les tons. La Révolution tenant ainsi le pouvoir, non seulement par les principes, mais encore par un bon nombre d'authentiques plébéiens, il est clair que toute nouvelle révolution se fera contre la révolution. Car, après que vous aurez chassé par violence les droits de l'homme, vous ne vous donnerez pas le ridicule de les rétablir, et d'ailleurs les tyrans nous tiendront déjà à la crinière et aux naseaux. Alors vous referez l'éternelle tentative de porter enfin au trône absolu le bon tyran ; et puis vous referez l'éternelle expérience d'après laquelle il n'y a pas de bon tyran. Mais lui, le tyran, s'en moquera bien.

Il n'y a que deux sens de l'oscillation. Ou bien les citoyens fatigués de veiller sur eux-mêmes, fonction non payée, supplient qu'on ne leur parle plus du vrai des affaires publiques, mais qu'on leur en donne seulement un sommaire agréable. Telle est la cure par le somnifère. Ou bien, au contraire, le citoyen s'aperçoit qu'il n'a que lui pour veiller sur lui-même ; le citoyen s'abonne à un journal de contrôle et de résistance ; le citoyen découvre que tout gouvernant laissé à lui-même marche tout droit, par une sorte de mécanique ou bureaucratique nécessité, à la banqueroute et à la guerre. Alors de nouveau il lit et il juge, estimant que cette heure consacrée chaque jour à la politique n'est point perdue, mais suffirait à tout, sous la condition d'un peu de courage d'esprit.

IV

AUX DÉMOLISSEURS DU PARLEMENT

Les penseurs se sauvent connue des rats ; le système parlementaire n'a presque point de défenseurs ; cela fait voir que la réflexion politique est encore perdue dans l'abstrait. Dans toute œuvre réelle, il s'agit toujours de réparer, non de remplacer. Et surtout quand il est question des constitutions politiques, celle qui s'est le mieux pliée aux circonstances, on dirait presque au climat, celle qui résulte plutôt d'action que de pensée, est aussi celle qu'il faut d'abord conserver, comme les Anglais savent le faire. Et je n'entends pas par là que nous devons imiter les Anglais, si ce n'est en leur prudence comme en leur fidélité à eux-mêmes. Au reste, hors du système parlementaire, c'est-à-dire hors des libres débats et du libre contrôle, il n'y a rien que le très ancien système du despotisme, avec son cortège de favoris, de maîtresses, de prétoriens, de financiers. C'est alors que la presse nous trompera par ordre. C'est alors que les pouvoirs réels, argent, police, armée, religion conduiront leurs intrigues sous la surveillance illusoire d'un dictateur absolument séparé de toute parole libre. S'il n'est pas trompé alors, s'il ne gouverne pas pour un petit nombre de privilégiés, c'est qu'il est un homme rare, ou plus qu'un homme. La politique sage est celle qui prévoit des hommes moyens, dont la sagesse a besoin de secours.

Qu'avons-nous de bon ? Certainement le scrutin uninominal, qui travaille contre les partis. Quel était le danger ? Certainement la représentation proportionnelle, qui réduisait la politique à des luttes de partis, et multipliait dangereusement l'espèce des politiciens de métier. Quel est maintenant le danger ? On le voit à plein. C'est une élite, ou plutôt qui se prétend telle, et qui a horreur de l'égalité ; qui tient à ses privilèges, et veut le secret pour ses fructueuses entreprises et pour ses revenus. Cette élite, qui rassemble l'Académie, l'Armée, l'Église, la Banque, et les marchands de plaisir, a son siège et son fort dans Paris. C'est de là qu'elle s'épuise en railleries, en calomnies, en menaces contre les députés qui osent se prendre au sérieux. Beaucoup de députés trahissent une fois par jour ; il ne faut pas s'en étonner, mais plutôt considérer l'étourdissante puissance de ces crieurs publics qui répètent sans se lasser la même chose, à savoir que les parlementaires sont corrompus ou bien ridicules. Il faut dire que la Province, bien loin de croire et de répéter, prend le temps d'examiner un cas après l'autre. Et certes les scandales ne finiront pas, dans un régime qui a la prétention de ne rien cacher ; aussi faudra-t-il se fier aux élus, que chaque région choisit et dont elle répond ; et nous ne cesserons pas de voir des Commissions d'enquête rabattre un peu les superbes. Où est le mal ? Ou

bien imagine-t-on un système politique qui effacera d'un trait les faiblesses humaines ? J'invite ici les purs à prendre seulement conseil d'eux-mêmes. La crédulité, l'appât du gain, la vanité, la violence, n'ont que trop de puissance en chacun. Pourquoi espérez-vous que la société sera plus parfaite que l'homme ? J'espère seulement, pour ma part, que la coalition des hommes qui essaient de se gouverner, tiennent à peu près en respect, et non sans peine, les hommes qui ne veulent pas recevoir de loi, et qui, par ruse ou par force, mènent leur vie de dangereux animaux.

La question ainsi posée, on voit bien que la solution sera lente et patiente, par petits moyens et non par grands moyens, par longs jugements et non par subites explosions. Ceux des conjurés qui cherchent réellement l'honneur et la justice sont suppliés de ne pas nous jeter, eux compris, dans ce qu'ils redoutent et que nous redoutons. Cela dit, repassons nos axiomes de politique et de morale. Sachons bien que les poltrons se mêlent aux patriotes et crient très fort, et que les voleurs fonderont une Ligue des honnêtes gens. Ce qui ne va pas sans sincérité ; car le poltron tient beaucoup à être défendu, et donc il excite les courageux ; et je dirai même que le voleur a grand besoin des honnêtes gens, et qu'il doit même payer pour qu'on enseigne l'honnêteté dans les écoles. Car le voleur a besoin de confiance ; la confiance est son pain quotidien ; aussi il hait et poursuit les autres voleurs, qui troublent l'opinion. Et finalement, comme le poltron voudrait bien être le seul poltron au monde, afin d'être bien gardé, ainsi le voleur voudrait bien être le seul voleur au monde. En somme, le vice prêche la vertu ; au lieu que les gens passablement honnêtes rougiraient de se donner en modèles. Il faut prévoir ces effets-là, et ne pas trop s'en ébahir. La politique est un jeu de finesse et de précaution, auquel tout citoyen doit être initié.

AUX AFFAMES DE SCANDALES

L'enragé mouvement contre la République n'a jamais cessé et ne cessera jamais. Cette maison de verre, où nous voulons faire vivre généraux, directeurs et ministres leur donne à tous une sorte de vertige, ou peut-être un affolement de pudeur, comme à des gens qui s'aperçoivent qu'ils sont nus. Les accusés, les accusateurs, et jusqu'aux purs d'entre les purs, tous sont d'accord pour appeler un autre régime, qui mettra fin au scandale, en éteignant un peu cette lumière. Un pouvoir fort, cela signifie deux choses, un pouvoir qui châtie, et un pouvoir qui couvre. Je ne crois pas qu'il se trouve, dans ces amis du pouvoir fort, beaucoup de rusés coquins ; un honnête homme peut s'effrayer à la fois d'avoir été dupe et d'être soupçonné ; c'est une manière connue des voleurs de crier au voleur et d'accuser sur la moindre apparence. Les anciens pouvoirs excellaient dans l'art de projeter la lumière exactement où ils voulaient. Le coquin était pendu ; mais les fils étaient coupés entre le coquin et les complices seulement imprudents. Du même coup les honnêtes gens étaient rassurés ; je parle des pouvoirs petits et grands, qui craignent l'envie, la calomnie, la honte. Ces bons serviteurs, dont il y a toujours quantité, n'aiment point tant la liberté, qu'ils ont sacrifiée à l'amour de servir, que la sécurité de leur honneur. Ce grand cri de l'honnêteté timide se confond avec le cri des voleurs. Les voleurs sont très attentifs à faire durer cette confusion. Tout ce qui environne le pouvoir aime le secret.

Le citoyen, celui que je veux appeler le réclamant, n'aime pas le secret dans les affaires de l'État ; mais il ne croit pas aisément qu'on lui montre jamais tout. Il a le sentiment que la lumière crue brouille tout et efface les différences du coupable à l'imprudent, de l'imprudent à l'insouciant. Quelquefois il soupçonne qu'il y a un excès de la République qui rend impossible toute République. Quand on voit les pouvoirs se sauver à toutes jambes à la seule vue de leurs propres ombres, on se sent pris de pitié pour nos maîtres infortunés. Il descend des pouvoirs une lamentation vers le peuple ; et convenons que le peuple peut bien finir par se boucher les oreilles. Car la politique du citoyen est une précaution de défense, à laquelle il ne peut donner qu'une petite partie de son temps. Le jour où on lui remettra le soin d'enquêter et de juger, il saura ce que cela veut dire, et renoncera à cette liberté impossible qui réclame tout son temps et toutes ses pensées. Comme les ministres se démettent, ainsi quelque jour les citoyens se démettent. C'est dans ce court moment que le pouvoir absolu est aimé ; dans la suite il se passe d'être aimé.

Comment donc vivre dans un régime de contrôle sans effrayer les pouvoirs ? Telle est la question ; car j'aperçois une panique des pouvoirs. Il faudrait là-haut des esprits forts qui marquent énergiquement la limite entre le délit prouvé et punissable et le simple soupçon. Les ennemis du régime sentent bien qu'il peut périr par un besoin inhumain de vertu ; c'est pourquoi ils éclaboussent sans mesure. Contre quoi je dis qu'il faut des esprits forts, c'est-à-dire qui ne croient point, et qui n'aient pas non plus à décroire. Un esprit faible croit que les escrocs ont des visages d'escrocs et une réputation d'escrocs. Un esprit fort sait bien, au contraire, qu'on ne peut être escroc sans les manières, le visage et la réputation de l'honnête homme. Il ne faut point s'ébahir d'être trompé ; il faut s'attendre à être trompé. Qui met la main sur son cœur et invoque l'intérêt général, je le soupçonne de penser à lui, à sa bourse, à son ambition, ou bien à ma bourse pour me la prendre. L'honnête homme n'est pas ainsi ; il ne fait point son propre éloge. Un esprit fort ne se laissera jamais étonner par une ambassade de millions, ni par une ambassade de vertu ; mais dans tous les cas il appliquera le principe de l'égalité, qui est le plus efficace dans les Républiques. Voir toujours l'homme nu, sans plaques ni cordons ; accorder à tous, même aux riches, un capital égal de confiance et de défiance ; ne pas même voir les apparences, et traiter exactement du même ton l'homme aux millions et le balayeur. Ce genre d'esprit est peut-être uniquement de chez nous, mais il est fort chez nous. Essayez de votre prestige sur un de nos paysans, vous reviendrez penaud. Il faut donc que nos gouvernants s'en tiennent à cet esprit de simplicité et de rusticité ; il faut qu'ils ne s'en laissent pas dépouiller par l'habilleur, ni par l'habilleuse.

VI

LE SIX FÉVRIER : ÉMEUTE CONTRE L'ÉGALITÉ

Une émeute des pouvoirs, cela est assez neuf, et même assez piquant, quoique nous l'ayons vu déjà deux ou trois fois. Je ne sais si les pouvoirs sont opprimés ailleurs ; on en juge mal de loin ; mais il est clair que les pouvoirs sont opprimés chez nous, opprimés et persécutés ; c'est ce qui fait que les pouvoirs se révoltent, et donnent l'assaut au peuple. Et c'est si bien le monde renversé que les courageux radicaux, à peine s'ils ont remporté la victoire, se sauvent de toutes leurs jambes. C'est qu'il leur a paru, comme dans un fantastique miroir, qu'ils venaient de se vaincre eux-mêmes. Examinez avec impartialité, vous comprendrez que la moindre ambition ait froid dans la tempête égalitaire. Quoi ? Il n'est pas plus difficile de changer le préfet de police que de changer l'agent du coin ! Un adjudant barre la route à un colonel ; et cela ne fait même pas question. Si les maréchaux ne se tiennent pas tranquilles, il s'agit tout simplement de les mener au commissaire. Égalité, voilà bien de tes coups ! Et tous ces paradoxes, qui assourdissent l'Académicien, ne font que développer le suffrage universel, ce hasard heureux, qui n'avait pas été donné au peuple pour cet usage. Mais c'est qu'aussi les jeux de politique ne font que traduire tant bien que mal deux ou trois idées obstinées. Toute revue faite, il me semble que c'est l'égalité qui est la plus forte.

La liberté est une notion ambiguë, en ce sens d'abord que nul ne fait ce qu'il veut, en ce sens aussi que nul n'a le droit d'être libre qu'autant qu'il est raisonnable ; en ce sens enfin que la nature des choses étant bien plus forte que nous, il faut, de gré ou non, obéir à celui qui annonce la nécessité. Police, incendie, famine, peste, se traduisent toujours par le petit mot : il faut. Ainsi la liberté se fatigue d'essayer. Et tout s'achève dans le couplet fataliste, qu'on entend aussi bien à gauche qu'à droite. Ainsi l'homme d'État gagnera toujours lorsqu'il massacrera la liberté au nom de la liberté même, car montrez-moi une liberté qui n'étrangle pas quelqu'un ?

La fraternité fait horreur dans le maître. Car rien ne dit que le colonel n'aime pas ses petits soldats, ou qu'un roi n'aime pas ses sujets, ou que l'infirmière n'aime pas ses malades. Et la sincérité même de ce cruel amour, semblable à celui qu'un Dieu aurait, est ce qui irrite le pauvre homme, deux fois vaincu, par le malheur et encore par la bienfaisance, et privé de la révolte, qui est son dernier bien. C'est pourquoi, et il faut que les bien-faiteurs le sachent, l'amour ne recueille que haine, lorsque la majesté et le

pouvoir sont du côté de l'amour. Et ceux qui ferment les yeux à cette lumière peut-être blessante, ils peuvent bien parler de peuple et de République, ils ne savent pas ce que c'est.

Cependant l'égalité est intacte au creux de toutes les relations. Certes un riche peut beaucoup ; mais encore faut-il que l'écrivain ou l'électeur veuillent bien se vendre ; et ce marché se débat selon l'égalité. D'où je vois que le riche grince des dents, car la richesse devrait obtenir d'abord obéissance, d'abord respect, d'abord culte, comme un Dieu. Et pareillement le colonel est le maître, et on l'a vu plus de mille fois, par l'exécution, par la menace, par le respect soudain qui durcit les rangs. Oui, mais ce pouvoir n'existe que si les hommes le veulent bien ; on l'a vu aussi, ce débat entre égaux, que jamais le chef n'oublie ni ne pardonne. Mais comment faire ? J'avoue qu'à la plainte indignée des pouvoirs je n'ai rien à répondre. Du jour où les hommes se reconnaissent égaux, il n'y a plus de pouvoirs, il n'y a plus que des fonctions. Et le suffrage secret développe toutes ses conséquences. Tel est le radicalisme, si profondément haï de tous les tyrans, et si souvent trahi par ses propres chefs, qui avaient peut-être espéré un léger fléchissement de l'idée. Mais l'idée ne fléchit point, et l'égalité est sans nuances. Pourquoi ? Parce que l'égalité reconnaît le semblable, et le reconnaît comme esprit. Oui, même l'ignorant, j'ai tout au plus le droit de l'instruire, si je puis ; mais si sa pensée est confuse ou somnolente, c'est ma faute, ce n'est pas la sienne ; et nous courrons l'aventure ensemble, son avis valant autant que le mien.

Vous levez les bras au ciel, au ciel où devraient siéger les maîtres ; mais je vous réponds : « C'est ainsi, et il n'y a point de maîtres. » A vous donc d'éclairer ou de persuader, à vous qui réclamez le titre de maîtres. Mais ce beau mot a reçu enfin son vrai sens, il n'y a de maître que celui qui se veut égal et fraternel devant tout homme. Et voilà une nouvelle manière d'aimer, sans aucune amertume, et sous l'idée préalable d'égalité, que tout amour exige. Nous prétendons faire cette traversée ainsi, et jeter à l'eau les tyrans, s'ils bougent. Et quant à la liberté, elle sera grande ou petite selon l'événement, mais pure dans tous les cas, par l'amour, et d'abord par le respect. Ce n'est pas caché. Nous n'avons rien à cacher.

VII

FACE A LA COALITION FASCISTE :

LE PEUPLE

La politique est une chose ennuyeuse, et le sera toujours. Rien n'est monotone comme l'inconsolable colère de ceux qui se croient faits pour gouverner. A quelque degré qu'ils se voient, proconsuls ou assommeurs, ils ne peuvent comprendre qu'on leur préfère des hommes qui n'adorent point leur propre pouvoir, et même quelquefois le méprisent. Aussi vont-ils répétant que le peuple est bien incapable de contrôler la politique, et même qu'il ne le désire point. Aussi, à défaut de rois nés, il faut, disent-ils, remarquer, honorer, élever, soutenir tous les nouveaux rois qui se montrent, c'est-à-dire qui savent, en résistant et forçant, se faire aimer pourtant d'une certaine manière. Les militaires sont maîtres de cet art immémorial de gouverner. C'est pourquoi tous nos tyrans, grands et petits, aiment l'ordre militaire ; et en ce sens ils aiment tous la guerre et surtout la menace de guerre, qui ne manque jamais de remettre le peuple en colonnes par quatre. Le système militaire offre ainsi le modèle de l'autorité telle que les tyrans la voudraient. Aussi ce qui peut rester de militaire dans un ministre, dans un directeur, dans un préfet, ce mélange du paternel, du goguenard et du féroce, voilà ce que loue et acclame le parti des tyrans, sans jamais se tromper. D'où des accords, des cris, des cortèges, qui font d'abord illusion, parce que la masse du peuple est dispersée et occupée. Et d'ailleurs la société des riches, si naturellement alliée au parti du prestige et de la violence, fait aussitôt avancer romans, essais et journaux pour une impudente campagne où les faits et les hommes sont hardiment déformés. Mais je tiens beaucoup à rappeler que les passions ainsi excitées et payées sont des passions sincères et redoutables. C'est donc ainsi, et par une telle coalition permanente, que l'on fatigue l'opinion à force d'alarmes et de scandales, en vue d'user le courage du peuple et des vrais amis du peuple. On croit aisément qu'on y est arrivé ; on se jette dans la rue avec le dessein avoué et public d'assommer ou de pendre les derniers survivants du radicalisme abhorré. Il se produit alors un moment de confusion ; on l'a vu, on le verra.

En ces tournants difficiles, et quand les doctrinaires de la liberté, souvent aigres d'ambition, semblent hésiter un peu, disant que cette République ne vaut guère qu'on la défende, il se fait au contraire parmi les citoyens une séparation prompte et admirable. Le juste milieu est effacé, et chacun tombe du côté où il penchait ; il n'y a plus que des tyrans d'une part, et des révoltés de l'autre. Cette coupure se fait partout, dans les corporations, dans les partis, dans les administrations, dans les cercles, dans les familles. La guerre sainte est partout. De banquier à banquier, de cheminot à cheminot, de terrassier à terrassier, on se regarde sans tendresse. Car le métier fait sans doute beaucoup aux opinions,

mais il ne fait pas tout. Je remarque même qu'en ces moments décisifs l'impartialité est prise pour trahison par ceux qui aiment la justice; et en effet les éternels gouvernés et les éternels dupés et foulés ont plus d'une raison de croire que qui n'est pas avec eux est contre eux. C'est ainsi qu'un pamphlétaire fameux, qui a voulu faire l'élégant, s'est trouvé seul entre les deux camps, et bien étonné.

La politique est une lutte qui ne finira point. La République n'est pas fondée ni assise ; elle ne le sera jamais ; il faut la fonder tous les jours ; il faut prendre parti tous les jours. J'avoue que tout progrès se trouve suspendu par cette lutte continuelle, où il faut répondre la même chose à ceux qui répètent la même chose. Et je n'aime pas ce ton des juges, qui disent que la République est en effet bien imparfaite, et qu'il faudrait la changer. Mes bons amis, bien heureux nous sommes de l'avoir telle quelle ; et regardez autour de vous comment la liberté est piétinée par les constructeurs d'empire. Naturellement je ne vais pas confondre ceux qui nous apportent un plan de justice, avec les tyrans, qui nous promettent exactement tout le contraire. Mais je dis que le dessein de réformer la République s'accorde un peu trop bien avec celui de l'étrangler. A ces cris imprudents et ambigus, il arrive que les plus ardents tyrans et les plus fiers amis de la liberté chargent ensemble contre l'ordre tel quel ; et cette horrible confusion a bientôt attristé et hébété les chefs radicaux, abreuvés d'injures et menacés de tous les côtés ; cela jusqu'à ce que le peuple se montre. Et voilà ce qu'on a vu et ce qu'on verra, tant que la République ne sera pas égorgée.

VIII

LE COLONEL A L'ASSAUT DU POUVOIR

Ce que nous voyons maintenant dans la politique, ce n'est qu'une cabale d'Importants. Les Importants sont incompressibles ; nous les verrons toujours debout, et quel bruit faisant ! Je comprends très bien l'Important ; bien aisément il me persuade de ce qu'il est. Comment voulez-vous qu'un colonel ait jamais l'idée du droit ? Ce qu'il nomme son droit, c'est son pouvoir, ou bien le pouvoir de son supérieur auquel il obéit avec bonheur. Mais la situation d'égaux, où chacun reconnaît à l'autre exactement le droit que lui-même revendique, cela un colonel ne peut pas même le concevoir. Les barrages sont faits pour arrêter les autres, et pour s'abaisser devant lui. Aussi je ne discute point, je n'essaie pas de persuader ; simplement je fortifie le barrage. Et il n'y a point autre chose à faire, car le colonel et ceux qui le suivent sont des manières d'honnêtes gens. Ils forment une armée d'ordonnances, ou bien officiers d'ordonnance, ou bien ordonnances pour les bottes, et tous les degrés intermédiaires. Ce sont des subalternes depuis le haut jusqu'en bas, et bons pour obéir. L'erreur de ces subalternes est de juger des pouvoirs politiques d'après leurs propres pouvoirs.

Nous aurons toujours des colonels amateurs, c'est-à-dire des hommes qui ne comprendront jamais le suffrage républicain. A leurs yeux le suffrage n'est que l'acclamation du régiment, si on permettait l'acclamation. L'ambitieux croit à un genre d'amour qu'il inspire ; et cela lui paraît tout simple que le peuple le choisisse et désormais l'approuve. Car il s'est promu chef ; il s'offre ; il sait ce qu'il vaut. C'est à prendre ou à laisser. Cette fatuité politique, et l'œil qu'elle fait, si j'ose ainsi dire, sont des choses très réjouissantes. Ne lui demandez pas ce qu'elle fera, dès qu'elle pourra tout. Cela n'a aucune importance, dès qu'elle pourra tout. Tout ira bien alors, par l'ivresse de Gouverner ; et cette naïveté des passions fait rire. Comment ils rétabliront le budget ; s'ils feront payer les paysans, s'ils feront payer les banquiers, les médecins, les avocats, et par quels moyens, ils ne le disent pas ; ils n'en savent rien. S'ils réduiront les fonctionnaires, et surtout les gros, et sans oublier les militaires, c'est ce qu'ils ne veulent pas dire, ni même savoir. S'ils rabattront les retraites d'anciens combattants, c'est très indiscret de le leur demander. Ils régneront, que voulez-vous de plus, puisqu'ils sont nés précisément pour cela ? Et quant au nettoyage des antichambres, fiez-vous à. Eux ! Qui les approche est sacré. Seulement le citoyen se dit que c'est très précisément par les Importances subalternes qu'un Oustric est possible, ou un Stavisky. Dans le fait, en tous ceux qui réclament un pouvoir fort, et évidemment s'offrent pour l'exercer, je ne vois pas l'ombre d'une idée. Ce n'est pas un reproche. Personne n'a l'idée précise de ce qu'il faudrait faire ; personne ne peut l'avoir ; il faut se résigner à cela, et vivre par des

moyens indirects, sans guerre ni banqueroute. Telle est la politique du citoyen ; il est seul à y tenir, mais il y tient beaucoup.

Donc contrôle et encore contrôle ; et de plus en plus, commissions parlementaires ; car il faut être aveugle pour ne pas voir que, même malgré elles, elles éclairent. La publicité suffit contre toutes les friponneries, et il n'y a pas d'autre moyen. Au contraire l'arbitraire et le secret sont des nids de friponnerie. Nul n'a de doute là-dessus, si ce n'est l'ambitieux qui trépigne d'impatience, et dicte déjà ses éloquentes décrets. Que ne le fait-il tout de suite ? Il y a cohue d'Importants qui disent qu'ils savent tout de tout. Mais ils ne le diront qu'après qu'on les aura faits rois. Ce sont des enfants, qui étudient, comme ils feraient au Conservatoire, le rôle Russe, ou le rôle Italien, ou le rôle Allemand. Et je sais en effet qu'ils auraient une claque dévouée et qu'ils emprisonneraient les siffleurs. Mais nous n'avons pas l'intention de leur faire ce plaisir. Nous travaillons à former un bloc des gauches, où l'on tiendra ses promesses beaucoup plus loin que le second tour. Et nous ferons une navigation prudente et difficile, sous la libre huée des Importants. C'est peu brillant ; mais on devrait savoir, et chez nous l'on sait, que toute politique brillante est folle.

IX

AUX RECRUTEURS DE CROIX DE FEU

J'étonnerais beaucoup ce bouillant colonel de la guerre, si je le rencontrais sur quelque terrain de politesse. Car j'ai une idée du héros, et j'en ai même connu quelques exemplaires, idée qui ne va pas avec un genre de bruit et de revendication. J'ai beaucoup admiré cet aviateur assez démolé, mais non très visiblement, qui un jour se fit huer par tout un tramway pour n'avoir pas pris trop au sérieux la carte rouge d'un mutilé très allègre. Lui-même avait oublié premièrement de réclamer pour lui une telle carte, deuxièmement d'orner sa boutonnière d'un ruban rouge bien gagné. Si le peuple avait connu ces détails, le peuple aurait acclamé. Mais comment ne pas se tromper, quand si souvent le matamore est pourvu de titres, quand si souvent le héros a oublié les siens ? Je connais un authentique combattant qui a refusé avec indignation la carte de combattant et les avantages qui y sont attachés. Qu'il prenne garde ! On lui fera peut-être regretter cette négligence où il y a peu de respect. Par exemple est-il permis de ne pas porter la décoration qu'un colonel vous a donnée ?

Bref, je n'aime pas beaucoup que l'on se vante d'avoir combattu pour la patrie, surtout si l'on en a fait métier. Tant d'hommes l'ont fait, dont ce n'était pas le métier ! Et tant de morts ! J'ai très bien compris cette idée de faire une différence entre les combattants, et par exemple d'honorer plus ceux qui furent blessés ; je l'ai bien comprise, et j'y ai même aperçu quelque chose de vil ; c'est se parer souvent d'un hasard, et c'est toujours s'admirer soi, chose à peine croyable. Et je suis assuré qu'aucun de ces bruyants héros auxquels je pense, pris individuellement, ne manquerait à la simplicité et à la modestie. Plus d'un saurait dire comme le grand Condé : « Je fuyais. » Beaucoup répondraient à mes questions (car je suis curieux des héros) que tout cela est oublié, qu'on n'y pense plus, comme disait un ancien fantassin et aviateur, qui avait tout vu. On demande pourquoi les combattants n'ont pas tellement figuré dans la politique. Mais c'est que souvent on ne sait même pas qu'ils furent combattants ; ils ne se sont pas mis cet écriteau dans le dos.

Qu'y a-t-il donc de nouveau maintenant ? C'est l'association ; ce sont les mouvements de groupe, les revendications de groupe, choses qui sont sans pudeur, et qui nécessairement découvrent le moins beau. Telle est la loi des associations que le mélange des caractères atténue ce qu'ils ont de grand, et que le médiocre ressort seul. Cela n'est pas vrai seulement des combattants ; c'est seulement plus visible pour les combattants. Car on voit que cette société de héros se trouve étrangement attachée à la monnaie de la gloire, et vante sa

marchandise ; chacun a pour excuse qu'il réclame pour les autres ; mais finalement il se trouve devant la situation difficile de ceux qui se proposent à l'admiration. A quoi ils diront que la modestie est dupe, et que le pays ne s'en trouve pas mieux Il se peut qu'un peu de publicité soit nécessaire à la vraie gloire. Mais j'avoue que j'aimais cet autre genre de héros, si bien de chez nous, et qui, si on le soupçonne d'avoir combattu à Bordeaux, simplement rira. Et c'est une si terrible loi, et si souvent vérifiée, d'entendre les poltrons parler de leur courage et les filous parler de leur probité, que j'ai bien le droit de me défier un peu, et de regretter ce recrutement d'effronterie, si dommageable à la délicate fleur du courage, charmante à deviner. Qu'il se soit formé chez nous une Société des Admirables, c'est une aventure que je n'aurais pas prévue en l'an 16 de ce siècle ; dans le fait il a fallu un peu d'oubli et de recul pour qu'on osât jusque-là.

Remarquez que je suis persuadé pour ma part que la guerre a forgé ceux qui l'ont faite, chacun selon sa nature ; de façon que celui qui était né pour comprendre tout près de la chose et vouloir sans peur, s'est trouvé poussé un peu plus avant dans ses vertus propres par la pression du grand événement. Mais celui-là, s'il gouverne, n'y sera point porté par une association de combattants. Il les représentera justement parce qu'il sera tellement au-dessus des idées moyennes et tambourinaires qui sont celles de tous les groupes sans exception.

DERRIÈRE LE DOS DES NAÏFS

Pour ces temps-ci, je conseille de lire le roman de Balzac qui a pour titre : *Une Ténébreuse Affaire*. Je ne connais guère de roman mieux fait. On y avance de trappes en cavernes dans une lumière trouble ; tout s'explique par zones, et tout reste opaque, jusqu'au dénouement, qui arrive quand on ne l'espère plus. La clarté finale vient des lampes d'un salon tranquille et des confidences d'un homme d'Etat à fin de course. Je me demande pourquoi les pousseurs de tricycles ne lisent pas les oeuvres de Balzac ; je me suis assuré, par deux ou trois expériences, que chacun peut aborder cet auteur, sans aucune initiation. Toujours est-il que, dans le roman auquel je pensais, vous trouverez une coupe anatomique de la Société napoléonienne, qui découvre les conduites gouvernementales, les souterrains des conspirateurs et les redoutables mines et contre-mines d'une police qui poursuit ses vengeances sans se soucier beaucoup des maîtres de l'heure. On trouvera une fois de plus que les passions gouvernent, et non pas les intérêts. D'après cette vue, vous lirez l'histoire présente.

Les Croix de Feu sont des passionnés ; tous ceux qui mettent leur vie au jeu sont des passionnés ; seuls forts, seuls redoutables. J'essaie quelquefois de deviner leurs pensées. Que croient-ils ? Qu'espèrent-ils ? Prennent-ils pour le règne de la vertu un régime fort qui impose le silence ? Sont-ils assez naïfs pour faire reproche à un système de libre examen, des scandales qu'il fait paraître ? On voudrait parler à ces braves gens ; mais je sais que c'est inutile ; c'est la colère en eux qui va devant, et qui forme de fulgurantes pensées. Ce genre de citoyen, qui ne cesse de tendre les mains vers les leviers de direction, est ce qui rend difficiles les Républiques, et qui les dissoudrait toutes, si la force était à la mesure de l'indignation. Il suffit d'en voir dix ensemble, dix seulement de ces redresseurs, pour comprendre que le règne des tyrans, avec prisons, exils et supplices, nous menace toujours.

Qu'y a-t-il derrière ? D'autres passions moins nobles, et peut-être plus clairvoyantes. Les radicaux répandent la lumière sans précaution, et sans égards même pour leurs propres amis. C'est leur raison d'être. Or, cela effraie ceux qui ne déclarent pas tous leurs revenus. Cela effraie ceux qui sont embarqués dans des affaires boîteuses qu'ils espèrent bien remettre en équilibre sur quatre pieds. Cela effraie tous ceux qui jouent sur la confiance. Nul n'a encore aperçu toutes les beautés du crédit ; nul n'a assez considéré quel genre d'hommes gagne sur le crédit et bâtit sur le crédit. Quand on parle de rétablir la confiance, il faudrait que l'on sache bien quel genre d'affaires on veut épauler par ce moyen. La guerre nous a assez instruits là-dessus, la guerre qui fait tout croire, la guerre qui

rend possibles et même faciles les fortunes que l'on a vues. Contre quoi le radicalisme, qu'on voudrait mieux servi par le socialisme, prend position directement. Position périlleuse. Car, outre qu'en temps de crise, les richesses imaginaires ne laissent que des cendres dans la main, il est clair que les faiseurs d'affaires se sentent à la merci d'un petit journal non achetable, ou d'un interpellateur incorruptible. Ceux-là voient clair. Ceux-là ont en effet tout à gagner à dictature, tout à gagner à guerre, et ils se contenteraient encore d'Union Nationale, s'ils ne pouvaient mieux; car ce pouvoir, d'aspect vénérable, est naturellement endormeur.

Pour abréger sur les causes, que chacun veuille bien considérer les opinions politiques d'un banquier, d'un industriel, d'un conseil d'administration, d'un grand couturier, d'une actrice ou d'une entremetteuse. Cette facile enquête éclairera aussitôt les arrières de l'opposition parisienne, et la confusion de cette nouvelle Fronde, tellement divisée que l'éternel Mazarin y fera des dupes autant qu'il voudra. Toutefois, pour traduire la situation nouvelle avec les mots de l'ancienne politique, il faut entendre que le roi mineur c'est le peuple figuré par ses rustiques représentants, et que le Mazarin est ce pouvoir plein d'expérience, qui toujours négocie, qui toujours résout en ajournant, dont on se moque, et qui se moque des moqueurs, qui s'en va, qui revient, qui feint de pardonner, et qui tout doucement se venge de ceux qui lui ont tiré la barbe.

Ces ruses, ces retards, ces molles défenses font bouillir les jeunes. Pour moi, je m'inquiérais plutôt si la société obéissait au gouvernail comme une grande barque. Et j'ai toujours cru que la défense des libertés était un travail lent, pénible et sans gloire. Car, quand vous auriez trois cents radicaux du plus pur métal, il viendra toujours un moment où ils auront peur d'eux-mêmes. Pour ce moment difficile, quelques fils barbelés ne sont point de trop.

XI

AUX RÉVOLTÉS DE GAUCHE : GARE AU PIÈGE !

Il faut jouer de finesse. J'en demande pardon aux prophètes qui annoncent la Révolution pour demain. Le problème de force s'est trouvé résolu le 6 février sans ambiguïté aucune. Quoique le gouvernement ait été trahi pendant huit jours d'indulgence folle et quoique nul ne l'ait renseigné alors sur les projets, les points de concentration et la nécessité de barrages préventifs ; quoique finalement l'émeute royaliste ait rencontré des conditions favorables, et telles qu'elle ne les retrouvera jamais, il est clair que la police, casquée ou non, fit exactement ce qu'elle voulut. Tous les verres grossissants du monde font apercevoir finalement que l'ordre régnera dans la rue, et sans difficulté grave.

L'état des partis en France, et encore plus dans les citoyens que dans les députés, fait que la masse qui fait centre est fort difficile à remuer. Nul parti n'est jamais assez fort pour opprimer les autres ; et, de plus, le bon sens a beaucoup d'amis. C'est ce qui fait que tant de fois les ministres radicaux ont gouverné de façon à plaire aux modérés de la droite, et inversement nous allons voir, et nous voyons un gouvernement plus que modéré regarder beaucoup à sa gauche, et jouer lui aussi, sur les deux tableaux. Les gauches devraient comprendre cette situation, et en tirer parti pour assurer deux ou trois libertés, et premièrement sauver celles que nous avons, contre ce redoutable mouvement Européen, qui risque de faire mode. Quant à la dictature du prolétariat, le moins qu'on puisse en dire est qu'il faut qu'elle attende un petit peu. J'aime nos idéalistes d'extrême-gauche ; je tiens beaucoup à ce qu'ils aient toute liberté de mordre les radicaux aux jarrets, et enfin de rappeler les règles de la Justice, qui doivent toujours être présentes à nos esprits. Mais lumière n'est pas force ; et ce n'est pas encore beaucoup d'avoir raison. Pour moi, tant que les raisonneurs communistes ont droit de parler et d'écrire, la République existe. Et je suis assuré que l'étonnant jugement de nos provinces sauvera les Droits de l'Homme.

Où serait la faute ? D'où viendrait un soudain renversement de la situation, qui permettrait à un gouvernement d'oser tout contre le peuple ? Je dis n'importe quel gouvernement, car un ministre gouverne toujours autant qu'il peut, et le despotisme rend tout facile. Cette faute de tactique serait de lancer les forces actives de gauche contre la police, jointe cette fois à l'émeute monarchiste, et à l'émeute des Honnêtes-par-quatre, qui, réellement, ne sait pas ce qu'elle veut. Tous les modérés croiraient voir la Révolution et se sauveraient à droite. Bref, il arriverait ce que les combattants du 6 février ont vainement cherché : les combattants, j'entends sous ce nom quelques chefs très rusés. Le but était de

tourner contre la Révolution un mouvement d'abord dirigé contre les complaisants des financiers et des escrocs. Cette habile diversion était possible ; je l'ai vue réussir dans des esprits indignés, tout prêts à confondre la République avec un régime de faveur et de haute intrigue qui est exactement la négation de la République.

Vous remarquerez, à ce sujet, que les partis d'extrême-gauche, qui tiennent pour la vertu, et qui en cela ont cent fois raison, ne manquent jamais de reprocher au régime ce par quoi il ressemble à un Empire ou à une Monarchie de tradition, c'est-à-dire les pourboires d'antichambre. Il en résulte une étrange confusion dans les cris, et une apparence d'accord, qui permettrait, à un premier moment, aux amis de la liberté de marcher avec les tyrans, et qui, au second moment, mettrait le parti des tyrans du côté de l'ordre, et soudainement derrière les mitrailleuses s'il y en avait. Alors Messieurs voleurs, soutenus de leurs naïfs, seraient enfin avec la police, c'est le rêve des voleurs. Alors, au contraire, le parti de la vertu serait mitraillé, et défleuri de ses aventuriers les plus hardis, ce qui est déjà arrivé plus de cent fois. Nous aurions un empire déguisé, un règne de police, et des vols étonnants, mais que personne ne connaîtrait. Ce silence de la presse et de l'opinion anéantit les partis de gauche et fait croire n'importe quoi ; notamment il fait croire à la masse modérée que c'est elle qui a voulu cela. Si les tyrans n'avaient pas cette chance pour eux, il n'y aurait pas de tyrans. A nous donc d'éclairer la lanterne politique et d'exposer pour la centième fois des vérités grosses comme des maisons. La justice n'est pas cachée. Mais si quelqu'un éteint la lumière, on ne voit plus ni justice ni injustice. Alors on dort; alors on rêve.

AUX PARTISANS D'UN « GOUVERNEMENT FORT »

Ils sont beaucoup qui demandent un pouvoir fort ; mais je crois qu'ils ne s'entendent guère, et que, s'ils combattent ensemble et d'accord là-dessus, il y aura des dupes.

Pour moi je vois qu'il y a deux sortes de pouvoirs forts. Par exemple il se peut qu'un grand chef militaire ait proposé de revenir au service de deux ans, vainement d'ailleurs, parce que le gouvernement civil n'a pas osé braver l'indignation des citoyens. « Cette réforme, a dit le prudent dictateur, sera possible quelque jour ; mais elle n'est pas mûre ; il faut y préparer l'opinion ; et même la situation extérieure n'est pas favorable, car vous n'entendez parler que de paix. » Sur la seule supposition d'une telle réponse, le colonel-tambour saute dans sa peau : « Voilà, dit-il, la basse démagogie avec laquelle il faut compter. Si le pouvoir était fort, il suffirait de connaître l'avis des hommes de métier ; on le suivrait, et tout serait dit. L'indignation populaire s'éteindrait d'elle-même. Mais il faut remonter un grand courant de lâcheté. Dès que ceux qui savent ont décidé, il faut braver le peuple ; c'est un autre moyen d'être compris, et même d'être aimé. Alors il faudrait un homme, et non un pantin. » Le développement est sans fin ; vous l'imaginerez aisément. Et c'est encore d'après une telle idée que le Président Roosevelt impose comme des lois ce qui semble juste et utile à ceux qui ont appris l'Economique. Les plaisants de là-bas nomment ces irrésistibles pouvoirs les Cerveaux. Et voilà la question. Serons-nous gouvernés par les Cerveaux ? Là-dessus l'opinion des Cerveaux est unanime ; ils veulent un gouvernement fort, c'est-à-dire un gouvernement qui passe par-dessus les résistances du peuple, en des matières où le peuple ne peut absolument pas former une opinion. Ce régime n'est pas la tyrannie ; on le nommerait mieux l'aristocratie, ou gouvernement des meilleurs. Comme il est évident que le pilote n'est pas élu par l'équipage, mais qu'il est pilote par le droit évident de celui qui sait, ainsi le général est juge des effectifs, l'économiste breveté est juge des impôts, l'actuaire est juge des retraites, et ainsi de tout.

Dans le fait les spécialistes ne sont déjà que trop puissants. Ils ont mille manières, sans compter la patience, de faire accepter leurs décisions ; ils ont mille manières de démolir à jamais le ministre naïf qui leur résiste ; en sorte que le ministre, en presque tous les cas, transmet aux Chambres la volonté des bureaux. Et voilà ce que nous nommons, nous autres, un gouvernement faible. C'est par de telles capitulations qu'un chef d'état-major est réellement roi pour les choses de guerre, et qu'un directeur des finances est roi pour les impôts, les réductions, la répression des fraudes, et choses de ce genre. Nous disons alors

que le ministre a oublié le peuple, dont il est de toute manière l'élu, l'ami choisi, le défenseur acclamé. Nous disons qu'il est passé de l'autre côté de la barricade. Nous disons qu'il sait encore montrer son vaste cœur et se faire pardonner ses trahisons ; mais nous disons qu'il trahit, parce qu'il a pour mission de tenir en obéissance les orgueilleux spécialistes, et de leur imposer la volonté du peuple. Et, par exemple, une politique de paix doit être énergiquement imposée à tous ceux dont la guerre est le métier. Chacun convient qu'un général sait ce que coûte une division à moteurs ou un kilomètre de tranchées bétonnées ; mais chacun sait bien aussi qu'un général multiplie toujours les postes, les fonctions, les dépenses ; et j'admets que ce soit par conscience professionnelle ; mais toujours est-il que ces touchants scrupules s'accordent avec son intérêt de fonctionnaire, et qu'il n'a que trop de moyens d'affoler l'opinion si l'on refuse des crédits, de nouveaux postes, de nouveaux travaux. Ce pouvoir, quand il serait de bonne foi, est donc naturellement usurpateur. Un ministre digne de ce nom doit résister premièrement à tous ces rois sans mandat, et les ramener aux rôles d'exécutants, qui est le leur. Il est évident que s'il y a quelques chances pour la paix, c'est à la condition qu'un ministre, ami et protecteur du peuple, arrête net l'action des bureaux militaires, si bien conjuguée avec celle des marchands de canons. Voilà comment nous entendons un pouvoir fort ; et je vous vois partis et coude à coude avec des gens qui pensent justement le contraire.

Or, après une commune victoire, qui peut arriver, c'est alors qu'il y aura des dupes. Et je souhaite que ce soit le colonel qui soit dupe, et non pas le simple fantassin. Mais j'aimerais mieux que chacun explique sa politique et se débarrasse d'abord d'alliés très suspects. Au reste la situation s'est bien éclaircie depuis la fameuse émeute des Importants. Je ne fais ici que continuer un mouvement de réflexion et de critique auquel participent, depuis cette date fameuse, tous les hommes libres.

10 juin 1934.